

Convention
fixant les modalités particulières
de l'accompagnement social
lié au logement
Année 2018

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la circulaire du Premier ministre du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu la délibération n° 2018-2726 en date du 27 avril 2018

Vu la demande déposée par l'association URHAJ le 30 janvier 2018

ENTRE

- **la Métropole de Lyon**, représentée par son Président en exercice, Monsieur David KIMELFELD agissant en cette qualité et en vertu de la délibération du conseil métropolitain n°2017-1972 en date du 10 juillet 2017,

Ayant délégué à cet effet Madame Cardona, conseillère déléguée, en vertu de l'arrêté de délégation de signature n°2017-07--20-R-0588 en date du 20 juillet 2017,

ET

- **L'association URHAJ** dont le siège est situé 245 rue Duguesclin 69003 LYON représentée par son Président en exercice, Monsieur Patrick PELLERIN dûment autorisé à signer la présente convention.

URHAJ s'engage à utiliser les outils d'accompagnement social lié au logement que la Métropole lui transmet.

L'accompagnement devra s'intégrer au parcours global d'insertion du ménage. À ce titre, il devra être conduit en partenariat avec les travailleurs sociaux de secteur ou des services spécialisés, conformément aux préoccupations affichées dans la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et visant à la coordination des acteurs. Dans cet esprit, URHAJ devra également mener son action en liaison avec l'ensemble des partenaires concernés, tels que les associations, les bailleurs publics et privés, le SIAL, etc.

URHAJ est tenu de respecter le principe de discrétion dans le cadre du suivi des ménages en ASLL.

Afin d'évaluer la pertinence de l'action entreprise et la part de réalisation des objectifs poursuivis, URHAJ s'engage à fournir à la Métropole, au plus tard le 31 janvier 2019, un bilan qualitatif et quantitatif de l'action (Cf. document d'évaluation joint au dossier de demande de financement).

Article 4. Modalités financières

La Métropole de Lyon s'engage à verser une subvention de fonctionnement d'un montant maximal de 12 600 € pour le financement de la mission d'accompagnement social lié au logement.

En contrepartie, URHAJ s'engage, durant l'année 2018 à faire valider en ITTL et à réaliser 21 mesures individuelles d'ASLL dont :

- 21 Mesures de 1^{er} niveau, soit 600 € pour une mesure d'une durée de 6 mois

En fonction de la situation des ménages, certaines mesures peuvent être inférieures à 6 mois.

Le montant de cette subvention est un montant plafond. Dans le cas où le nombre de mesures réalisées serait inférieur au nombre ci-dessus indiqué, la subvention allouée sera recalculée au prorata.

Par ailleurs, en fonction de l'activité de la structure et autant que de besoin, la fongibilité entre les niveaux de financement des mesures est possible. Ainsi trois mesures de 1^{er} niveau pourront être remplacées par deux mesures renforcées, ou deux mesures renforcées par trois mesures de 1^{er} niveau, dans la limite du montant de la subvention allouée et inscrite dans la présente convention.

Cette aide sera versée en deux fois, selon les modalités suivantes :

- 70 % sera mandatée par la Métropole de Lyon dès notification de la présente convention,
- - le solde au vu d'un courrier de demande de paiement du bénéficiaire, accompagné :
 - d'un bilan financier des dépenses (état récapitulatif de toutes les dépenses réalisées dans le cadre de l'opération subventionnée qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention) et recettes de l'opération (intégrant les contributions de tous les autres financeurs du projet, le cas échéant), visé par le comptable de l'entreprise ou de l'association (comptable public assignataire pour les personnes publiques) - modèle téléchargeable sur www.service-public.fr/formulaires/cerfa/n°121456*2 pages 11 à 13 ; d'un bilan qualitatif et quantitatif de l'action (Cf. document d'évaluation joint au dossier de demande de financement).

le bénéficiaire en a la responsabilité exclusive durant la mise à disposition tant vis-à-vis des tiers à la présente convention que vis-à-vis de la Métropole de Lyon et souscrit à cet effet les assurances nécessaires.

Article 6. Obligation de publicité

Le bénéficiaire s'engage à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels la participation financière la Métropole de Lyon, au moyen de l'apposition de son logo et à faire mention de cette participation dans ses rapports avec les médias pour les missions d'intérêt général financées par la Métropole de Lyon.

Article 7. Résiliation

En cas de manquements d'URHAJ à ses obligations, telles qu'elles résultent des stipulations de la présente convention, et après mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti, la Métropole se réserve la possibilité de résilier la présente convention, sans qu'URHAJ puisse prétendre à l'allocation de quelque indemnité que ce soit.

En cas de résiliation pour faute, la Métropole pourra exiger d'URHAJ s'il y a lieu et selon la nature des manquements constatés, la restitution de tout ou partie du financement qui aura été alloué.

Article 8. Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de s'élever entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon,
En deux exemplaires originaux.

Le **13 JUIN 2018**
Pour la Métropole,
La conseillère déléguée



Mme Corinne CARDONA

Le
Pour URHAJ
Le Président

M. Patrick PELLERIN